

mesures en ce moment. Nous discernons tous, je pense, que notre Parlement n'arrive pas du tout à rattraper l'année financière de l'administration du gouvernement. C'est pourquoi, une fois de plus, nous n'avons même pas de crédits provisoires pour répondre aux besoins du gouvernement et nous sommes obligés d'empiler à la hâte les prévisions budgétaires de l'année dernière et des motions de subsides destinées à voter des fonds qui ont presque tous été dépensés.

Pour ces raisons et d'autres, nous en sommes venus à penser à regret qu'il serait pire pour notre pays de prolonger l'existence du présent gouvernement qui ne s'acquitte pas, comme il le devrait, de ses responsabilités, que d'aller aux urnes pour connaître la volonté du peuple.

Notre groupe a fait tout ce qu'il a pu pour mener ces mesures à bonne fin. Nous avons même fait davantage. La semaine dernière, nous avons précisé, tant dans les journaux que dans les entretiens particuliers, que si l'on pouvait nous assurer que les prévisions budgétaires pour la nouvelle année seraient présentées dans un délai de deux semaines et le budget, dans un délai raisonnable, nous souscrivions aussi bien aux crédits de l'an passé qu'aux motions de subsides. Comme preuve à l'appui, je précise qu'en apprenant ce matin la démission du ministre de la Défense nationale, nous avons convoqué une réunion de notre parti et, à une heure ou un peu avant, nous avons émis une autre déclaration. Si le gouvernement l'avait voulu alors, il aurait pu se rendre à nos demandes raisonnables, à notre avis. Nous avons été élus au Parlement pour voir à ce que le Canada soit bien gouverné. Nous essayons de nous acquitter de nos responsabilités et notre demande était rédigée dans ce sens. Je vais maintenant vous lire cette déclaration:

Depuis les élections du 18 juin, le Crédit social a adopté comme ligne de conduite de voir à ce que le Parlement serve les intérêts du Canada. Le Crédit social a annoncé au début de la présente session qu'il incombait aux députés de tous les partis de faire face à leurs responsabilités, qui sont de donner au gouvernement le pouvoir et les fonds nécessaires pour mener à bien les affaires de l'État, donnant au groupe minoritaire le plus nombreux l'occasion de gouverner. Nous nous en sommes tenus à cette ligne de conduite jusqu'à maintenant. Cependant, cette politique présupposait alors comme maintenant que le gouvernement énoncerait clairement sa ligne de conduite et présenterait les mesures législatives qui s'imposent pour donner suite à celles qui ont été adoptées tant par le présent Parlement que par ses prédécesseurs.

Les événements des derniers jours et les circonstances qui y ont donné lieu nous inquiètent beaucoup. La déclaration du département d'État américain et la démission du ministre de la Défense nationale sont des exemples de ce qui arrive quand un gouvernement a des politiques aussi confuses,

indécises et temporisantes que celles du gouvernement en place. Ce n'est pas seulement dans le domaine de la défense nationale que le gouvernement fait preuve d'indécision, de confusion et d'inaction. Il serait malheureux que les événements des trois derniers jours précipitent des élections et que ces dernières soient empreintes d'antiaméricanisme. Les Américains sont nos plus proches voisins et nos meilleurs amis; il serait déplorable que des élections se déroulent dans un tel esprit.

À la lumière de ce qui est arrivé durant ces jours de tension, nous sommes prêts à continuer notre politique, à accorder au gouvernement les fonds dont il a besoin et à adopter les prévisions budgétaires de l'an dernier afin que les nouvelles prévisions et le budget de l'année en cours puissent être présentés si le gouvernement remplit les conditions suivantes:

1. Énoncer clairement sa politique en matière de défense.

Cet après-midi, nous avons appris que le ministre de la Défense nationale a résigné son poste, mais le premier ministre (M. Diefenbaker) n'a pas expliqué quelle est la ligne de conduite du gouvernement maintenant que le ministre a démissionné pour les raisons qu'il a exposées si nettement. Nous avons aussi demandé que le gouvernement s'engage à présenter les nouvelles prévisions budgétaires d'ici deux semaines. Voilà une demande tout à fait raisonnable. En troisième lieu, nous avons demandé que le nouveau budget soit présenté d'ici quatre semaines et que la Chambre ait l'occasion de l'étudier à fond. Quatrièmement, nous avons demandé du gouvernement un programme d'action concret qui donne suite aux nombreuses dispositions déjà adoptées par le Parlement.

Nous n'avions pas l'intention de lancer un ultimatum. Nous avons exposé nos exigences, les estimant raisonnables. Non seulement la Chambre mais le peuple canadien aussi attendaient que le gouvernement agisse. Mais en dépit de notre dernier appel, de nos exhortations, de nos supplications, pour que le gouvernement comble le vide créé par son inaction, il n'a rien fait. Par conséquent, nous concluons que si c'est tout ce que le gouvernement peut faire, il est temps de consulter le peuple.

Je ne crois pas que le parti libéral puisse faire mieux. Compte tenu des années d'après-guerre seulement, il a eu douze ans à sa disposition pour donner au Canada la prospérité la plus grande que nous puissions jamais avoir.

**Une voix:** Nous l'avons eue!

**M. Thompson:** Mais en dépit de la conjoncture favorable, le gouvernement libéral a administré les affaires du pays avec tant de maladresse que le peuple a été forcé de le renverser.

Nous en sommes venus à cette conclusion simplement parce que le peuple attend et mérite mieux que ce que le gouvernement lui accorde actuellement. Par conséquent je propose le sous-amendement que voici à